

Toulouse, le 13 janvier 2022

Le traitement des dossiers immobiliers sur la DIR Sud a toujours été un sujet épineux. Après une disparition inexpliquée de la responsable de l'immobilier, de nombreux dossiers qui étaient déjà plus qu'en souffrance se sont retrouvés à l'abandon. Les recherches de locaux et les projets de déménagements sont nombreux et aboutissent souvent au bout de plusieurs années, voire pas du tout.

Depuis trop longtemps, l'UEMO de Carcassonne fait les frais de cette gestion déplorable. Alors que cette unité exerçait dans des locaux vétustes, à la limite de l'insalubrité, où rien n'était investi pour l'entretien et les réparations, le déménagement promis depuis plus de dix ans ne se concrétisait pas, sans que l'on en connaisse réellement les raisons. Les agents ont eu à travailler dans des conditions indignes.

Le traitement réservé à cette équipe est certainement à mettre en lien avec l'isolement géographique de cette unité. **La hiérarchie a souvent délaissé et peu soutenu cette structure.** Pour preuve, la réponse de la DT aux alertes des agents a été d'envoyer sur place un représentant venu expressément de Perpignan pour relever les températures, mais sans thermomètre ! Et lorsque les représentants de la DT viennent, c'est toujours en « coup de vent », sans jamais de temps de rencontre institué.

La CGT PJJ voit d'ailleurs plutôt d'un bon œil le projet de restructuration du STEMO de Narbonne, s'il entraîne l'allègement de la charge de travail de la direction afin de renforcer sa présence auprès des partenaires et un nécessaire recentrage des RUE sur les missions pédagogiques. Notre organisation syndicale espère aussi qu'une telle restructuration aura enfin des conséquences sur la prise en compte des conditions réelles de travail et des risques liés à la sécurité qui peuvent aujourd'hui justifier un droit d'alerte et/ou de retrait.

Malheureusement, c'est l'interpellation de la **CGT PJJ** auprès de la DIR ([Pour relire Et clié!](#)) qui a permis à l'équipe d'obtenir une date de déménagement prévue pour fin décembre.

Dans l'attente, il a été demandé aux agents de poursuivre leurs missions sans moyens (pas de téléphone, pas d'imprimante, pas d'accueil du public, délocalisation des réunions...), rappelons-le en pleine nouvelle hausse de la pandémie. **L'adaptabilité des agents est à toutes épreuves !**

Au final, le déménagement s'effectue dans la précipitation le 29 décembre 2021 dans des locaux loués depuis juin 2019, et à nouveau, les agents ne peuvent pas recevoir le public.

La santé et la sécurité des agents ainsi que du public sont toujours compromises. Absence d'issue de secours, absence de chauffage central (palliée par des chauffages individuels qui font régulièrement disjoncter l'électricité du service), extincteurs pas encore installés, majorité des bureaux avec des fenêtres qui ne s'ouvrent pas (ces dernières devant être changées « très prochainement » alors que le problème est connu depuis 2 ans), salles d'entretiens ou de réunion aveugles, absence de visite de la commission sécurité, porte d'entrée non sécurisée... **Risques sanitaire, d'agression et d'incendie : belle anticipation qui aboutit à un détonnant cocktail !**

Et ce n'est pas tout : absence de consignes d'organisation minimale, absence de concertation sur l'aménagement du lieu, absences de salle de réunion, de cuisine et de point d'eau.

Et que dire de la situation RH et des conditions réelles de travail. Seulement 4,6 ETP effectifs d'éducateurs (avec 2,6 ETP absents pour arrêts longue maladie ou ASA) pour un service dont la compétence géographique est étendue (couvre les 2/3 de l'Aude), rurale donc précaire, et qui compte plusieurs missions spécifiques : PEAT et Classe Relais.

Malgré tout, notre interpellation et nos relances auront permis une attention particulière de la DIR mais c'est long, trop long pour les agents et les familles qui sont suivies. Résultat : consigne que tout le monde soit en télétravail jusqu'à nouvel ordre. Comme quoi les missions de milieu ouvert sont télétravaillables quand ça arrange l'administration.

Tout cela aurait dû être anticipé depuis le temps que c'était attendu ! La direction territoriale de ce territoire brille une fois de plus par son manque de transparence et son inertie.

Il est plus que temps que l'administration porte l'attention nécessaire pour que l'équipe puisse exercer ces missions dans des conditions dignes et garantissant la sécurité de ses agents et du public.

La CGT PJJ reste vigilante à ce que la situation de ce service se normalise dans les meilleurs délais en attendant que le CHSCTD de l'Aude effectue une visite des locaux plus que nécessaire.